

Convention collective départementale

IDCC : 984. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES**

(EURE-ET-LOIR)

(27 juillet 1978)

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,

Journal officiel du 25 janvier 1980)

AVENANT DU 29 OCTOBRE 2004

**PORTANT FIXATION DE NOUVELLES RÉMUNÉRATIONS
ANNUELLES GARANTIES À PARTIR DE L'ANNÉE 2004**

NOR : *ASET0550219M*

IDCC : 984

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) Eure-et-Loir,

D'une part, et

Le syndicat CFDT ;

Le syndicat CFE - CGC ;

Le syndicat CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000 et en application des articles 13 *bis*, *ter* et *quater* de la convention collective, des rémunérations annuelles garanties ont été fixées à partir de l'année civile 2004 et figurent en annexe au présent avenant suivant le barème ci-joint.

Le barème est établi sur la base de 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème est composé de 3 tableaux :

- cas général ;
- ouvriers ;
- agents de maîtrise d'atelier.

Article 2

La vérification de la rémunération annuelle globale du salarié telle que définie à l'article 13 *quater* sera effectuée au plus tard à la fin du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture en cours d'année. La garantie s'appliquera *pro rata temporis* en cas d'entrée ou de départ en cours d'année, de même qu'en cas de changement de classement ou de suspension du contrat de travail.

Au cas où l'employeur aurait à verser un complément de rémunération, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paye du premier mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture avant cette date.

Article 3

Le présent avenant et ses annexes conformément à l'article L. 132-1 et suivants du code du travail sont faits en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôts dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail. Au nom de l'ensemble des signataires, l'UIMM Eure-et-Loir diligentera une demande d'extension auprès du ministère.

Fait à Chartres, le 29 octobre 2004.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations annuelles garanties à partir de l'année 2004

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	CAS GÉNÉRAL	OUVRIERS	AGENTS de maîtrise d'atelier
I	1	140	13 469,00	13 469,00	
	2	145	13 480,00	13 510,00	
	3	155	13 500,00	13 600,00	
II	1	170	13 550,00	P 1 13 640,00	
	2	180	13 600,00		
	3	190	13 833,00	P 2 13 865,00	
III	1	215	14 351,00	P 3 15 039,00	A M 1 15 232,00
	2	225	14 693,00		
	3	240	15 736,00	TA 1 16 486,00	A M 2 16 921,00
IV	1	255	16 632,00	TA2 17 468,00	AM3 17 790,00
	2	270	17 661,00	TA 3 18 691,00	
	3	285	18 549,00	TA 4 19 495,00	A M 4 19 865,00
V	1	305	19 865,00		A M 5 21 328,00
	2	335	21 795,00		A M 6 23 548,00
	3	365	23 822,00		A M 7 25 446,00
	3	395	25 736,00		A M 7 27 578,00